

L'ambition chinoise : questions sur une ascension

Jean -François di Meglio

20 mars 2019

Au moment où le président Xi rencontre à Paris le chef de l'État français, il est opportun de se poser des questions sur la nature de l'ascension chinoise. On parle ici d'ambition, sachant que le terme lui-même implique une incertitude sur la réalisation de l'ambition. Le conférencier accepte le risque d'apparaître peut-être à certains moments comme naïf. Il pourra s'en expliquer au moment des questions. Pour comprendre l'ambition chinoise il faut tenter d'entrer dans la pensée du N° 1 chinois en partant notamment de ses écrits. C'est l'une des tâches auxquelles se consacre l'équipe d'Asia Centre à laquelle appartient Jean-François Di Meglio. Les publications récentes de ce centre notamment sur les questions commerciales et sur l'innovation apportent des éléments sur cette ambition.

La nature de l'ambition chinoise

La présence d'une telle ambition est un phénomène nouveau en Chine si l'on compare sa situation actuelle avec celle des deux siècles précédents. Depuis 2012 cette ambition s'incarne dans un homme Xi Jin Ping, qui a fait modifier en 2018 la constitution, ce qui lui permet de rester au pouvoir plus longtemps, sans pour autant qu'on puisse parler de présidence à vie. La stratégie des anciens dirigeants consistait à faire avancer le pays sans se faire remarquer. Désormais l'ambition s'affiche au grand jour. L'Union européenne l'a bien compris, comme en témoigne le fait que pour la première fois depuis 1989 elle organise en 2019 une réunion sur la Chine à qui par ailleurs elle refuse d'accorder le statut d'économie de marché, statut auquel elle a théoriquement droit selon l'accord d'intégration dans l'OMC de 2001. Pour l'Europe la Chine « est un rival systémique qui prône un mode alternatif de gouvernance ».

Cette ambition dépend de plusieurs paramètres : l'incarnation dans un homme, la présence d'un environnement non conflictuel (si l'on compare à d'autres situations comme celle de la France de Louis XIV ou de Napoléon), l'absence de fortes ambitions en face (les démocraties occidentales montrant des signes de déclin ou de possibilité de déclin).

Cette ambition est théorisée notamment par le professeur Yan Xuetong de l'Université Tsinghua de Pékin qui considère que le monde qui est en train de disparaître est un monde unipolaire, à pensée unique (la Russie ayant les mêmes

analyses que les États-Unis). Le nouveau monde sera bipolaire en raison du fait que la Chine est en train de créer un ordre nouveau.

Quelles sont les caractéristiques de l'ambition chinoise ?

Elle repose sur son peuplement (la Chine possède la première population du monde), sur son histoire millénaire et sur sa capacité actuelle de rattrapage. Cette ambition est considérée comme illégitime par les autres pays, car elle ne dit pas exactement en quoi elle consiste. Les mesures actuelles à l'encontre de Huawei traduisent ce sentiment d'illégitimité.

Cette ambition possède une dimension régionale, s'appuyant sur l'idée qu'il existe une communauté de destins communs pour « tout ce qu'il y a sous le ciel », ce qui justifie des politiques d'intégration des divers peuples vivant en Chine. De plus la Chine a une conception autocentré de la géopolitique au sens où elle se considère être à l'origine de la recomposition du monde. Elle prend sa revanche sur deux siècles d'humiliation, après avoir été une des premières puissances mondiales avant le XVIII ème siècle. Son PIB atteignait alors 30% à 40% du PIB mondial. En 1978 il était tombé à 2% avant de revenir aujourd'hui à 15%.

À partir de 1978 les réussites concrètes abondent, fondées notamment sur la création de zones spéciales, ce qui a permis une croissance exceptionnelle du PIB par tête qui atteint presque les 10 000 dollars aujourd'hui. Les succès s'incarnent notamment dans l'organisation des JO en 2008 et celle de l'Exposition universelle en 2010. L'entrée à l'OMC en 2001 permet au pays de développer considérablement ses exportations à l'origine de réserves considérables de devises, aujourd'hui d'environ 3000 milliards de dollars. De plus depuis 2016 les investissements chinois à l'étranger dépassent les investissements des pays étrangers en Chine. Ses réussites spatiales contribuent aussi à l'image que la Chine veut donner au monde. Elle est, en particulier, fière d'être la première nation à avoir aluni sur la face cachée de la Lune.

Le Plan 2025

Le Plan 2025 dévoile les ambitions chinoises pour le futur, en fixant des étapes : 2025, 2035 et 2049, date anniversaire des 100 ans de la république populaire. Il choisit certains secteurs particuliers dans lesquels la Chine vise à devenir leader : intelligence artificielle, voiture autonome, énergies nouvelles. Cette stratégie s'appuie sur des entreprises d'État et sur des entreprises privées pour atteindre ces objectifs. La question se pose de savoir si la Chine est vraiment capable d'atteindre ces objectifs.

On relève en tout cas que dans le dernier discours de Xi à l'Assemblé nationale populaire de mars 2019 le terme « Plan 2025 » n'apparaît pas. Cette omission est

peut-être due aux tensions commerciales avec les États-Unis, la Chine ne souhaitant pas apparaître comme un rival au moment où des négociations sont encore en cours. Il semble néanmoins peu vraisemblable que les objectifs eux-mêmes soient abandonnés.

La nécessité pour la Chine de mettre en place un système alternatif

La faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 a constitué un véritable électrochoc en Chine, car cette faillite a engendré celles de plusieurs grands organismes d'épargne, en particulier celle de la compagnie d'assurance AIG dont une grosse partie des obligations était détenue par la Chine. Celle-ci prend alors conscience du fait que le système financier considéré jusqu'alors comme le plus fiable du monde est, en fait, très fragile. Les Chinois pensent alors qu'il faut créer un système alternatif. Ils avaient d'ailleurs déjà pris des initiatives en ce sens en lançant dès 2002 l'Organisation de Coopération de Shangaï, organisation intergouvernementale qui regroupe au départ la Chine, la Russie et plusieurs républiques d'Asie centrale, en instituant le sommet des BRICs et en créant en 2016 la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB en anglais) qui rencontre, dès son lancement, beaucoup de succès -notamment auprès des pays européens- et vise à concurrencer directement la Banque mondiale largement sous l'influence des États-Unis.

La dernière grande initiative chinoise est celle des nouvelles routes de la soie rebaptisées *Belt and Road Initiative (BRI)*. Contrairement au Plan 2025, l'initiative BRI est une simple estampille pour des projets en Europe, en Asie et Afrique, et même en Amérique latine. Ces projets visent à créer ou intensifier la connectivité y compris digitale. Mais certains projets font l'objet de contestations ou de renégociations, notamment en Malaisie et au Pakistan à l'occasion des changements de gouvernements. Au Sri Lanka la dette permettant le financement des projets a été convertie en titres de propriété sur certains ports, concédés à la Chine pour une très longue période. Cette dépendance peut être dangereuse pour le pays.

La *BRI* pose des problèmes de faisabilité, de financement et de perte de souveraineté pour les pays qui acceptent les projets. Le ralentissement actuel de la croissance chinoise (qui n'a été que de 6% à 6,5% en 2018) peut impacter les projets de la *BRI*. Ce ralentissement est dû au fait que le relais de croissance attendu par la consommation des ménages est insuffisant, les exportations étant vouées à connaître un certain ralentissement notamment en raison de la guerre commerciale. D'autres problèmes demeurent, celui du système bancaire, en raison notamment de la présence du *shadow banking* et celui du contrôle excessif de l'activité économique par l'État.

Actuellement le fait qu'on ne parle plus du Plan 2025 révèle l'existence d'un vrai problème pour les autorités. De plus l'ascension chinoise reste marquée par l'absence de véritables alliances, le seul pays sur lequel la Chine puisse réellement compter étant le Pakistan. La Corée du nord reste un allié peu fréquentable et non fiable.

La gouvernance de la Chine

Dans les écrits officiels et les discours, le mot Chine n'apparaît jamais. Il est remplacé par le mot « pays ». De même le mot gouvernance est absent et est remplacé par trois termes : la droiture, le gouvernement et la rationalité. Cette rationalité n'est pas celle de l'occident, notion abstraite qui renvoie à la capacité de l'esprit humain à comprendre le monde. C'est en Chine une notion plus concrète qui fait référence au mot « jade ». En effet le jade doit être taillé en suivant la veine, en s'appuyant donc sur la structure de la pierre. Cette taille fait écho à l'attitude de la Chine dans ses relations avec le monde : elle s'adapte au système avec qui elle est en contact et cherche la faille pour l'exploiter. Elle ne cherche pas à imposer sa loi au monde. Ceci ne signifie pas qu'elle ne puisse jamais se tromper.

Les faiblesses de la Chine sont connues. Le pays dispose d'une faible démographie ce qui pose un problème de vieillissement : comment créer des emplois et comment financer les retraites ? Le pays a créé des oppositions en son sein et à l'extérieur. Le modèle adopté de croissance intense engendre des problèmes d'environnement, de pollution, qui, malgré les efforts réalisés, mettent en danger la santé d'une très grande partie du pays. Le modèle chinois n'est donc pas soutenable à moyen et long terme.

Face à l'ascension chinoise l'Europe doit trouver la bonne réponse. Dans la guerre commerciale et économique que la Chine et les États-Unis se livrent actuellement l'Europe devrait s'unir pour définir des propres normes et refuser de se faire imposer des normes par les deux superpuissances. Plus généralement l'Europe devrait définir une stratégie pour répondre à l'ascension chinoise et ne pas attendre passivement les décisions de la Chine.

Dans ses réponses aux questions de la salle le conférencier apporte les précisions suivantes :

- Il est certain que la Chine est une dictature, mais l'Europe peine à faire front en défendant de façon cohérente des valeurs alternatives ; en 2014 lorsque Xi vient à Bruxelles l'Europe présente encore un front relativement uni, mais depuis le Brexit l'unité européenne se délite un peu plus ;

-La Chine développe une stratégie de long terme, face à des pays occidentaux plus facilement amenés à changer de politiques au gré des alternances ; néanmoins il faut relever que la politique commerciale de Trump à l'égard de la Chine n'est pas si fondamentalement différente de celle d'Obama, avec, il est vrai, une intensité plus grande ;

- La volonté de la Chine de garder le contrôle de la mer de Chine est évidente ; mais il lui faut aussi se doter de plus grandes capacités militaires, notamment dans le domaine de la marine, car ses capacités de projection restent encore aujourd'hui limitées ; sur la Syrie et sur le Venezuela la Chine fait peu entendre sa voix ; elle se concentre surtout sur sa zone d'influence ; on peut parler d'une sorte de « doctrine Monroë » pour la Chine ;

-En Afrique et en Amérique latine la Chine apporte des contributions aux pays avec des contreparties qui les placent en position de dépendance ; comme le renminbi n'est pas convertible la Chine peut financer avec sa monnaie sans crainte d'une perte de contrôle de son taux de change ; le risque d'insolvabilité n'en existe pas moins ; par ailleurs la Chine recourt en Afrique à la corruption ;

- La Chine n'est pas favorable au système monétaire actuel des changes flexibles ; elle préférerait celui des accords de Bretton-Woods ; elle accepterait peut-être dans un tel système que sa monnaie soit internationalisée ;

-La Chine est très sensible aux problématiques de pollution et d'environnement, mais elle peine à mettre en œuvre des contrôles efficaces ; elle s'est engagée à arrêter la croissance des émissions de CO2 à partir de 2030.